

L'école française, elle aussi, avait autrefois adopté ce système. Mais quand cette théorie eut été mise en pratique, cette école, instruite par l'expérience, dut reconnaître que les principes absolus peuvent rarement être convertis en règle ; et cette conviction l'a conduite à modifier ce système par une distinction nécessaire et par une définition meilleure.

Ainsi, cette école, conservant avec persistance le principe du *laisser passer*, a proclamé la nécessité de supprimer partout, avec tous les égards cependant que méritent les intérêts actuels, et par une progression sagement calculée, les tarifs et les douanes. Cette opinion est justement motivée par l'intérêt simultané des producteurs et des consommateurs. Les tarifs et les douanes, en effet, sont des entraves funestes qui nuisent à tous les intérêts. Leur action réagissant sur le prix des choses, augmente réellement le coût de tous les produits, soit en augmentant de toute la quotité des droits de douane le prix des matières employées dans la production, soit en rendant plus cher la vie animale des producteurs, ce qui se traduit par une augmentation du prix des salaires, soit enfin en provoquant des mesures de réciprocité qui soumettent à de lourdes taxes l'introduction des produits nationaux, et en restreignent ainsi la consommation chez les étrangers. Mais cette action s'étend plus loin encore ; la masse entière de la population en souffre. La population est appelée, en effet, au rôle réciproque de consommateur, sauf des proportions basées sur la fortune et sur les besoins individuels. Si donc la production est plus coûteuse, les produits veulent être payés plus cher. Dès lors ils ne sont plus accessibles qu'à un nombre limité de consommateurs, et même en plus ou moins grande quantité pour chacun d'eux ; car, il devient évident qu'en pareil cas le riche est forcé d'acheter moins, et le pauvre est forcé de n'acheter pas des produits souvent utiles et quelquefois même indispensables. Alors, le cercle de la consommation se rétrécit, les chances de vente diminuent ; et cependant, la production continuant son activité irréflectie, l'encombrement survient, et avec l'encombrement arrivent la baisse, le chômage, les pertes et les ruines. Chacun alors déplore ces orages qui, à des périodes de plus en plus rapprochés, viennent affliger les industries et les populations. On en recherche les causes, et l'on s'arrête aux premières que l'on découvre, sans compléter cette exploration utile, sans s'apercevoir ou sans remarquer que le plus grand, le plus puissant remède, c'est de faciliter le développement de la consommation, c'est de RENDRE LE PLUS GRAND NOMBRE POSSIBLE DE BONS PRODUITS ACCESSIBLES AU PLUS GRAND NOMBRE POSSIBLE DE CONSOMMATEURS !

Mais en reconnaissant le mérite de la maxime du *laisser passer*, l'école française a été conduite aussi à reconnaître les inconvénients graves et nombreux du *laisser faire*, et le besoin d'un système de restrictions modérées et prudemment choisies en ce qui concerne l'action matérielle de l'industrie et du commerce. Ce n'est pas ici le lieu de développer la nature et la portée de ce nouveau système ; nous dirons seulement que les restrictions salutaires dont l'application est invoquée par cette école doivent être à la fois éloignées des entraves étouffantes brisées par la Révolution française, et de la liberté industrielle illimitée qui a succédé à ces entraves, et qui laisse les hommes et les choses livrés au seul arbitre de l'intérêt individuel, toujours égoïste, et trop souvent immoral.

Partisans de cette nouvelle école française qui nous paraît la plus rationnelle et la plus sociale nous avons dû expliquer notre opinion. Il nous a paru utile d'établir une distinction nécessaire sur un principe à notre avis complexe, et qui doit être divisé et séparé à l'avenir en théorie comme en pratique.

B.